



AUTORITÉ  
DES  
SERVICES  
ET MARCHÉS  
FINANCIERS

---

FSMA\_2022\_03 dd. 14/12/2021 (Update 26/01/2024)

## Règles relatives à la finance durable - Établissements de crédit

---

### **Champ d'application:**

Les établissements de crédit tels que visés à l'article 1er, §3, alinéa 1er de la Loi du 25 avril 2014 relative aux statuts et aux contrôles des établissements de crédit et des sociétés de bourse.

### **Résumé/Objectifs :**

*De nouvelles règles européennes relatives à la finance durable sont en cours d'élaboration depuis 2019. Elles entrent progressivement en vigueur. La FSMA souhaite attirer l'attention des établissements de crédits sur les règles en matière de durabilité qui leur sont ou seront applicables. La réglementation est ici présentée de façon très simplifiée. Il revient aux établissements de crédit de faire leur propre analyse approfondie de la réglementation afin d'en déterminer l'impact concret pour eux.*

### **Structure:**

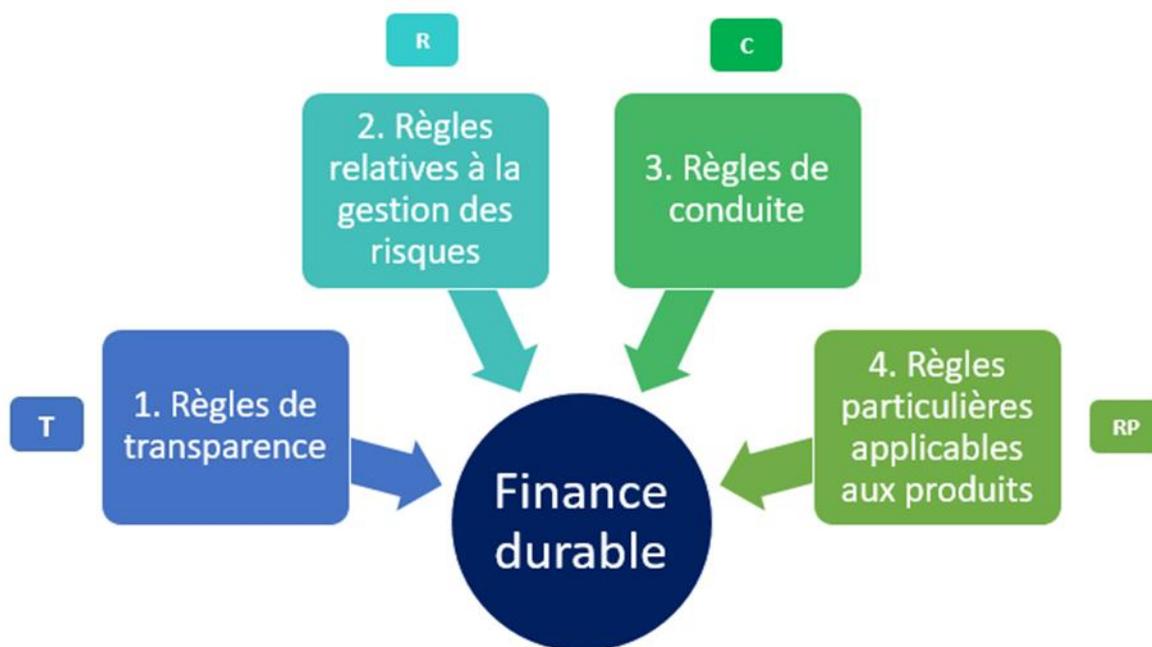
1	Quatre types de règles européennes relatives à la finance durable entreront en vigueur très bientôt ou sont récemment entrées en vigueur .....	2
2	Votre établissement de crédit a-t-il l'œil sur toutes les nouvelles règles en matière de durabilité ?.....	4
2.1	Votre établissement de crédit est soumis à des règles en matière de transparence et en matière de gestion des risques, et à des règles de conduite .....	4
2.2	Les produits de votre établissement de crédit sont soumis à des règles de transparence et à des règles particulières applicables aux produits .....	6
3	Cadre réglementaire.....	10
4	Lexique .....	14

## 1 Quatre types de règles européennes relatives à la finance durable entreront en vigueur très bientôt ou sont récemment entrées en vigueur

La Commission européenne a publié le 8 mars 2018 son plan d'action pour une finance durable. Il poursuit trois objectifs :

1. réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables, en vue de parvenir à une croissance durable et inclusive ;
2. gérer les risques financiers induits par le changement climatique, les catastrophes naturelles, la dégradation de l'environnement et les problématiques sociales ; et
3. favoriser la transparence et une vision de long terme dans les activités économiques et financières.

Le cadre réglementaire a entre-temps été publié ou du moins annoncé. Les nouvelles règles peuvent être réparties en quatre grandes catégories :



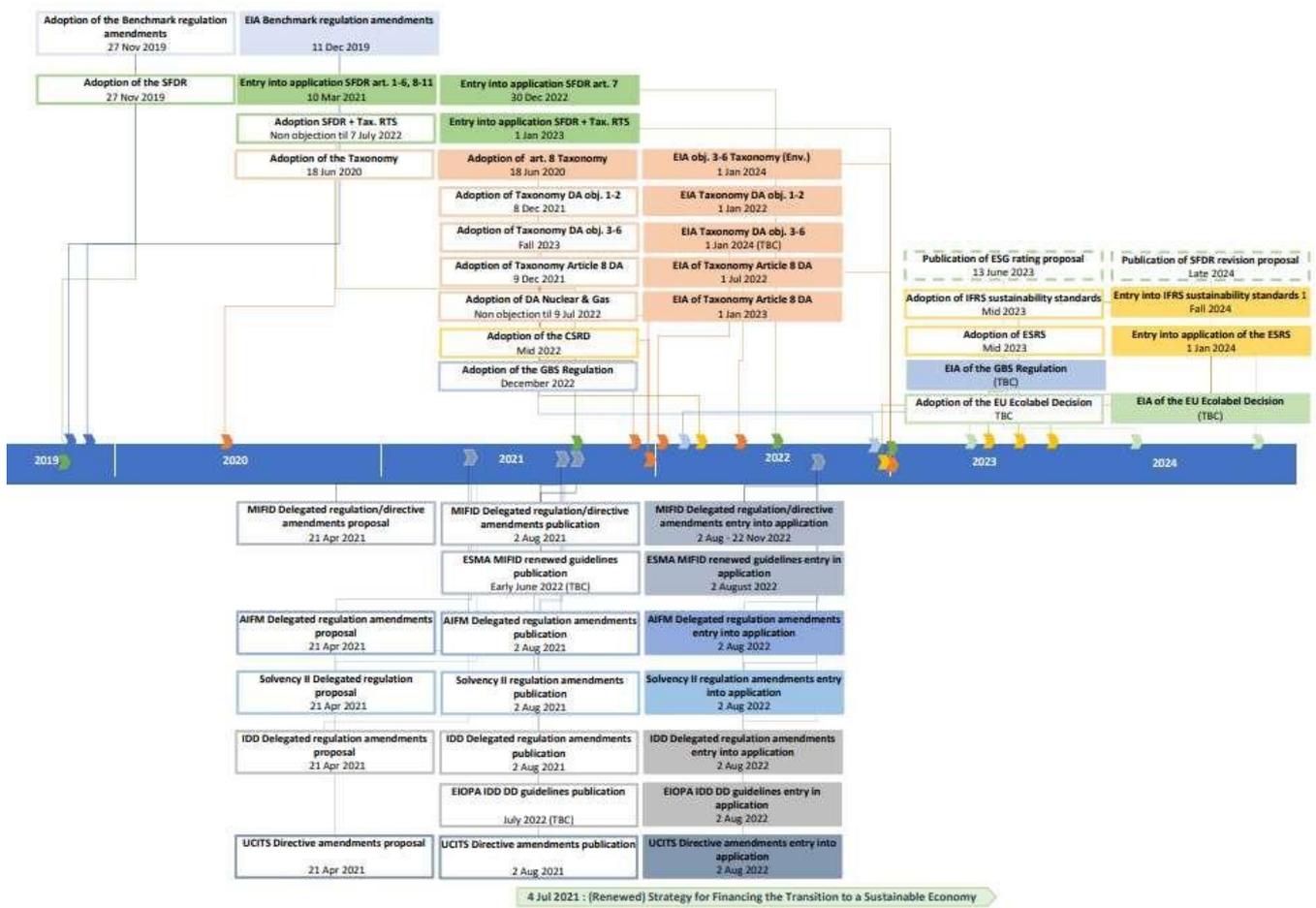
1. Les règles de **transparence** imposent aux entreprises d'informer leurs parties prenantes (« stakeholders ») de la mesure dans laquelle elles intègrent les risques en matière de durabilité dans différents volets de leur politique. Pour certaines obligations de transparence, les entreprises doivent ce faisant tenir compte du **règlement Taxonomie**. Certaines obligations de transparence s'appliquent uniquement à des entreprises fournissant des services spécifiques ou à des entreprises d'une certaine taille.

Les règles en matière de transparence imposent également aux entreprises d'informer les investisseurs de la mesure dans laquelle elles tiennent compte de caractéristiques de durabilité pour leurs produits.

Outre qu'elles sont tenues de respecter les règles de transparence susmentionnées, les entreprises soumises à des obligations de reporting non financier doivent publier certains indicateurs quantitatifs liés au règlement Taxonomie.

2. Les règles relatives à la **gestion des risques** imposent aux entreprises de gérer les risques en matière de durabilité auxquels elles sont elles-mêmes confrontées<sup>1</sup>.
3. Les **règles de conduite** imposent aux entreprises fournissant des services d'investissement de prendre en compte des facteurs de durabilité dans leur politique en matière de conflits d'intérêts, leur processus d'approbation de produits et l'évaluation de l'adéquation.
4. Les **règles particulières applicables aux produits** concernent les obligations vertes et les *benchmarks* durables.

**Calendrier (en date du 25/04/2023)**



<sup>1</sup> Il existe encore d'autres obligations européennes relatives à la gestion des risques en matière de durabilité.

## 2 Votre établissement de crédit a-t-il l'œil sur toutes les nouvelles règles en matière de durabilité ?

### 2.1 Votre établissement de crédit est soumis à des règles en matière de transparence et en matière de gestion des risques, et à des règles de conduite

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
T	Les établissements <b>publient</b> sur leur <b>site web</b> des informations concernant leur <b>politique relative à l'intégration des risques en matière de durabilité dans leur processus de prise de décision en matière d'investissement.</b>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art.3 <a href="#">SFDR</a>	10/03/2021
T	Les établissements <b>publient</b> sur leur <b>site web</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une déclaration sur leur politique de « due diligence » en ce qui concerne les <b>principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité</b> (« comply »), <b>ou</b></li> <li>- des informations claires sur les <b>raisons pour lesquelles</b> ils ne prennent <b>pas</b> en compte ces incidences (« explain »).</li> </ul>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art. 4 <a href="#">SFDR</a>	- 10/03/2021 (« comply or explain ») - 01/01/2023 (« comply » avec les <a href="#">RTS</a> pour les établissements de plus de 500 salariés)
T R	Les établissements incluent dans leur <b>politique de rémunération</b> des informations sur la manière dont cette politique est <b>adaptée à l'intégration des risques en matière de durabilité</b> et publient ces informations sur leur site web.	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art.5 <a href="#">SFDR</a>	10/3/2021
T	Dans les informations précontractuelles et périodiques, les établissements font preuve de transparence quant à la manière dont ils prennent en compte les <b>risques en matière de durabilité</b> et les <b>principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité</b> lorsqu'ils conçoivent ou <b>gèrent un produit ou service financier.</b>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement (voir l'aperçu au point 2.2)	Art. 6-13 <a href="#">SFDR</a>	Art. 6, 8, 9, 10, 12 et 13 : 10/03/2021 Art. 7 : 30/12/2022 Art. 11 : 01/01/2022
T	Les établissements font preuve de transparence quant à la manière dont, et la mesure dans laquelle, leurs <b>activités</b> sont	Les établissements de crédit dépassant, à la date de	Art. 8 <a href="#">Règlement Taxonomie</a> et	<b>Objectifs environnementaux</b> 1 et 2 :

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
	associées à des <b>activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental</b> . Suivant le principe des <b>deux dimensions de l'importance relative</b> , ils publient des informations nécessaires à la compréhension <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'incidence qu'ont sur eux des questions de durabilité (« de l'extérieur vers l'intérieur ») et</li> <li>- de l'incidence qu'ils ont sur l'homme et l'environnement (« de l'intérieur vers l'extérieur »).</li> </ul>	clôture de leur bilan, le critère du nombre moyen de 500 salariés sur l'exercice	<a href="#">Règlement délégué article 8 Taxonomie Art. 19bis et suivants CSRD</a>	- 01/01/2022 (éligibilité) - 01/01/2023 (alignement)  <b>Objectifs environnementaux</b> 3, 4, 5 et 6 : - 01/01/2024 (éligibilité) - 01/01/2025 (alignement)
R	Les établissements établissent, mettent en œuvre et gardent opérationnelles des <b>politiques</b> et des <b>procédures</b> efficaces <b>de gestion des risques</b> permettant de repérer les risques liés aux activités, aux processus et aux systèmes de l'établissement, et, le cas échéant, de déterminer le niveau de risque toléré par l'établissement ; ce faisant, ils <b>tiennent compte des risques en matière de durabilité</b> .	Les établissements de crédit qui fournissent des services d'investissement	Art. 23, paragraphe 1 Règlement délégué (UE) 2017/65 modifié <a href="#">par le règlement délégué 2021/1253</a>	02/08/2022
C	Les établissements prennent en compte des <b>objectifs en matière de durabilité lorsqu'ils définissent le marché cible</b> potentiel d'instruments financiers.	Les établissements de crédit qui développent des instruments financiers	Art. 9 Directive déléguée (UE) 2017/593 modifiée <a href="#">par la directive déléguée 2021/1269</a>	22/11/2022
C	Les établissements fournissent une description des <b>facteurs de durabilité</b> qu'ils prennent en compte dans le <b>processus de sélection des instruments financiers</b> .	Les établissements de crédit qui distribuent des instruments financiers	Art. 10 Directive déléguée (UE) 2017/593 modifiée <a href="#">par la directive déléguée 2021/1269</a>	22/11/2022
C	Dans leur politique relative aux conflits d'intérêts, les établissements mentionnent les <b>préférences en matière de</b>	Les établissements de crédit qui fournissent des services	Art. 33 Règlement délégué (UE) 2017/65 modifié	02/08/2022

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
	<b>durabilité</b> du client comme étant l'un des intérêts du client susceptibles d'être lésés.	de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	<a href="#">par le règlement délégué 2021/1253</a>	
	Les établissements prennent en compte les <b>préférences en matière de durabilité du client</b> lors de l'évaluation de l'adéquation, dans le rapport d'adéquation et lors de l'évaluation périodique de l'adéquation.	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art. 54 Règlement délégué (UE) 2017/65 modifié <a href="#">par le règlement délégué 2021/1253</a>	02/08/2022

## 2.2 Les produits de votre établissement de crédit sont soumis à des règles de transparence et à des règles particulières applicables aux produits

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
	Dans les informations précontractuelles de leurs produits financiers, les établissements indiquent <ul style="list-style-type: none"> <li>- de quelle <b>manière</b> ils intègrent les <b>risques en matière de durabilité</b> dans leurs décisions d'investissement, et</li> <li>- quelles sont les incidences probables des risques en matière de durabilité sur le <b>rendement</b> de leurs produits.</li> </ul> <p>Les établissements qui ne prennent pas en compte de <b>risques en matière de durabilité</b> expliquent clairement quelle en est la raison.</p>	Établissements de crédit fournissant des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art. 6 <a href="#">SFDR</a>	10/03/2021
	Les établissements qui appliquent (sont tenus d'appliquer) une politique de « due diligence » à l'égard des <b>principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité</b> , insèrent des explications sur ces	Établissements de crédit fournissant des services de gestion de portefeuille	Art. 7 <a href="#">SFDR</a>	30/12/2022

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
	<p>incidences négatives dans les informations précontractuelles de leurs produits financiers.</p> <p>Les autres établissements indiquent dans les informations précontractuelles qu'ils ne prennent pas en compte ces incidences négatives et expliquent pourquoi.</p>			
T	<p>Lorsqu'un produit financier <b>promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales</b> et investit dans des <b>entreprises appliquant des pratiques de bonne gouvernance</b>, les informations précontractuelles indiquent</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de quelle manière le produit respecte ces caractéristiques ;</li> <li>- si l'indice de référence auquel le produit est adossé les respecte.</li> </ul> <p>Pour ces produits financiers, les <b>rapports périodiques</b> contiennent des informations obligatoires, notamment sur la mesure dans laquelle ces caractéristiques sont respectées.</p> <p>Pour ces produits, les établissements publient sur leur <b>site web</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une description des caractéristiques environnementales et/ou sociales ;</li> <li>- des informations sur la méthode utilisée pour évaluer ces caractéristiques ;</li> <li>- des informations spécifiques visées aux articles 8 et 11 du SFDR.</li> </ul>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille	<p>Art. 8, 10 et 11 <a href="#">SFDR</a></p> <p><a href="#">RTS</a></p>	<p>Art. 8 et 10 SFDR : 10/03/2021</p> <p>Art. 11 SFDR : 01/01/2022</p> <p>RTS : 01/01/2023</p>

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
T	<p>Pour les produits article 8 SFDR qui <b>promouvent des caractéristiques environnementales</b>, les informations précontractuelles et les rapports périodiques incluent en outre des informations obligatoires, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les <b>objectifs environnementaux</b> auxquels les investissements sous-jacents au produit financier contribuent, et</li> <li>- la mesure (en % des investissements) dans laquelle le produit investit dans des <b>activités économiques durables sur le plan environnemental</b>.</li> </ul>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art. 6 <a href="#">Règlement Taxonomie</a>	<p>- 01/01/2022 (<b>objectifs environnementaux</b> 1 et 2)</p> <p>- 01/01/2024 (<b>objectifs environnementaux</b> 3, 4, 5 et 6)</p> <p>RTS : 01/01/2023</p>

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
	<p>Lorsque les produits ont <b>pour objectif l'investissement durable</b>, les informations précontractuelles indiquent notamment à quels <b>objectifs de durabilité</b> les investissements sous-jacents au produit contribuent.</p> <p>Pour ces produits, les rapports périodiques incluent des informations obligatoires, notamment en ce qui concerne la mesure dans laquelle ces objectifs de durabilité sont rencontrés.</p> <p>Pour ces produits, les entreprises incluent sur leur <b>site web</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une description des objectifs de durabilité ;</li> <li>- des informations sur la méthode utilisée pour évaluer la contribution aux objectifs de durabilité ;</li> <li>- des informations spécifiques visées aux articles 9 et 11 du SFDR.</li> </ul>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	<p>Art. 9, 10 et 11 <a href="#">SFDR</a></p> <p><a href="#">RTS</a></p>	<p>- Art. 9 et 10 du SFDR : 10/03/2021</p> <p>- Art. 11 du SFDR : 01/01/2022</p> <p>RTS : 01/01/2023</p>

Type	Règle	Champ d'application	Base légale	Entrée en application
T	<p>Pour les produits financiers article 9 SFDR qui ont <b>pour objectif l'investissement durable avec un objectif environnemental</b>, les informations précontractuelles et les rapports périodiques incluent des informations obligatoires, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les <b>objectifs environnementaux</b> auxquels les investissements sous-jacents au produit financier contribuent,</li> <li>- une description de la façon et de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents au produit financier sont effectués dans des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental et</li> <li>- la mesure (en % des investissements) dans laquelle le produit investit dans des <b>activités économiques durables sur le plan environnemental</b>.</li> </ul>	Les établissements de crédit qui fournissent des services de gestion de portefeuille ou de conseil en investissement	Art. 5 <u>Règlement Taxonomie (objectifs environnementaux)</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 01/01/2022 (<b>objectifs environnementaux</b> 1 et 2)</li> <li>- 01/01/2024 (<b>objectifs environnementaux</b> 3, 4, 5 et 6)</li> </ul>
RP	Les établissements peuvent émettre des obligations répondant à la norme européenne <b>Green Bonds Standard</b> .	Les établissements de crédit qui souhaitent émettre des obligations vertes européennes	<u><a href="#">Règlement (UE) 2023/2631 sur les obligations vertes européennes</a></u>	21/12/2024
RP	Les établissements peuvent développer des produits financiers adossés à un <b>indice de référence « transition climatique » de l'Union</b> ou à un <b>indice de référence "accord de Paris" de l'Union</b> .	Les établissements de crédit qui souhaitent développer des produits financiers adossés à un indice de référence durable	<u><a href="#">Règlement (UE) 2019/2089 modifiant le règlement (UE) 2016/1011</a></u>	11/12/2019

### 3 Cadre réglementaire

Cliquez sur les liens pour consulter les textes disponibles sur Internet.

Type	Niveau	Texte	Abréviation
T	Level 1	<a href="#">Règlement (UE) 2019/2088</a> sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers	SFDR
T	Level 2	<a href="#">Règlement délégué (UE) 2022/1288 complétant le règlement (UE) 2019/2088</a> du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation détaillant le contenu et la présentation des informations relatives au principe consistant à ne pas causer de préjudice important et précisant le contenu, les méthodes et la présentation pour les informations relatives aux indicateurs de durabilité et aux incidences négatives en matière de durabilité ainsi que le contenu et la présentation des informations relatives à la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales et d'objectifs d'investissement durable dans les documents précontractuels, sur les sites internet et dans les rapports périodiques	RTS
T	Level 1	<a href="#">Directive (UE) 2022/2464</a> modifiant le règlement (UE) no 537/2014 et les directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises	CSRD
T	Level 1	<a href="#">Règlement (UE) 2020/852</a> sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088	Règlement Taxonomie
T	Level 2	<a href="#">Règlement délégué (EU) 2021/2139 complétant le règlement (UE) 2020/852</a> du Parlement et du Conseil par les critères d'examen technique permettant de déterminer à quelles conditions une activité économique peut être considérée comme contribuant substantiellement à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation à celui-ci et si cette activité économique ne cause de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux	Acte délégué Climat
T	Level 2	<a href="#">Règlement délégué (UE) 2023/2485 modifiant le règlement délégué (UE) 2021/2139</a> par des critères d'examen technique supplémentaires permettant de déterminer à quelles conditions certaines activités économiques peuvent être considérées comme contribuant substantiellement à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation à celui-ci et si ces activités ne causent de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux	Acte délégué Climat
T	Level 2	<a href="#">Règlement délégué (EU) 2021/2178 complétant le règlement (UE) 2020/852</a> par des précisions concernant le contenu et la présentation des informations que doivent publier les entreprises soumises à l'article 19 bis ou à l'article 29 bis de la directive 2013/34/UE sur leurs activités économiques durables sur le plan environnemental, ainsi que la méthode à suivre pour se conformer à cette obligation d'information	Acte délégué article 8 Règlement Taxonomie

Type	Niveau	Texte	Abréviation
T	Level 2	<a href="#">Règlement délégué (UE) 2023/2486 complétant le règlement (UE) 2020/852</a> du Parlement européen et du Conseil par les critères d'examen technique permettant de déterminer à quelles conditions une activité économique peut être considérée comme contribuant substantiellement à l'utilisation durable et à la protection des ressources aquatiques et marines, à la transition vers une économie circulaire, à la prévention et à la réduction de la pollution, ou à la protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes, et si cette activité économique ne cause de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux, et modifiant le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission en ce qui concerne les informations à publier spécifiquement pour ces activités économiques	Acte délégué Environnement
T	<i>Outil de lecture</i>	<a href="#">EU Taxonomy compass</a>	
R	Level 2	<a href="#">Règlement délégué 2021/1253 modifiant le règlement délégué (UE) 2017/565</a> en ce qui concerne l'intégration des facteurs de durabilité et des risques et préférences en matière de durabilité dans certaines exigences organisationnelles et conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement	Règlement délégué MiFID modifié
C	Level 2	<a href="#">Directive déléguée 2021/1269 modifiant la directive déléguée (UE) 2017/593</a> en ce qui concerne l'intégration des facteurs de durabilité dans les obligations applicables en matière de gouvernance des produits	Directive déléguée Gouvernance des produits modifiée
C	Level 3	Modification des orientations Adéquation	
C	Level 3	Modification des orientations Gouvernance des produits	
RP	Level 1	<a href="#">Règlement (UE) 2023/2631</a> du Parlement européen et du Conseil sur les obligations vertes européennes et la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité	Green Bonds Standard

Type	Niveau	Texte	Abréviation
RP	Level 1	<a href="#">Règlement (UE) 2019/2089 modifiant le règlement (UE) 2016/1011</a> en ce qui concerne les indices de référence «transition climatique» de l'Union, les indices de référence «accord de Paris» de l'Union et la publication d'informations en matière de durabilité pour les indices de référence	

#### 4 Lexique

Terme	Définition	Source
<b>facteurs de durabilité</b>	Des questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.	SFDR
<b>risque en matière de durabilité</b>	Un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.	SFDR
<b>préférences en matière de durabilité</b>	<p>Le choix d'un client, ou d'un client potentiel, d'intégrer ou non un ou plusieurs des instruments financiers suivants dans son investissement, et dans quelle mesure :</p> <p>(a) un instrument financier qui est investi dans des investissements <b>durables sur le plan environnemental</b> au sens du règlement Taxonomie dans une proportion minimale déterminée par le client ou le client potentiel ;</p> <p>(b) un instrument financier qui est investi dans des investissements <b>durables</b> au sens du SFDR dans une proportion minimale déterminée par le client ou le client potentiel ;</p> <p>(c) un instrument financier qui prend en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité, les éléments qualitatifs ou quantitatifs qui démontrent cette prise en compte étant déterminés par le client ou le client potentiel.</p>	Règlement délégué MiFID modifié
<b>investissement durable</b>	Un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, mesuré par exemple au moyen d'indicateurs clés en matière d'utilisation efficace des ressources concernant l'utilisation d'énergie, d'énergies renouvelables, de matières premières, d'eau et de terres, en matière de production de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre ou en matière d'effets sur la biodiversité et l'économie circulaire,	SFDR

	<p>ou un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif social, en particulier un investissement qui contribue à la lutte contre les inégalités ou qui favorise la cohésion sociale, l'intégration sociale et les relations de travail,</p> <p>ou un investissement dans le capital humain ou des communautés économiquement ou socialement défavorisées,</p> <p>pour autant que ces investissements ne causent de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance, en particulier en ce qui concerne des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel compétent et le respect des obligations fiscales.</p>	
<b>investissement durable sur le plan environnemental</b>	Un investissement dans une ou plusieurs <b>activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental.</b>	Règlement Taxonomie
<b>activités économiques durables sur le plan environnemental</b>	<p>Une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental si cette activité économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) <b>contribue substantiellement</b> à un ou plusieurs des <b>objectifs environnementaux</b> ;</li> <li>b) <b>ne cause de préjudice important</b> à aucun des <b>objectifs environnementaux</b> ;</li> <li>c) est exercée dans le respect de <b>garanties minimales</b> [en matière sociale et de droits de l'homme], et</li> <li>d) est conforme aux <b>critères d'examen technique</b> établis par la Commission européenne.</li> </ul>	Règlement Taxonomie
<b>objectifs environnementaux</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'atténuation du changement climatique ;</li> <li>2. l'adaptation au changement climatique ;</li> <li>3. l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;</li> <li>4. la transition vers une économie circulaire ;</li> <li>5. la prévention et la réduction de la pollution ;</li> <li>6. la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.</li> </ol>	Règlement Taxonomie